

Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

07 Février 2012
فبراير 07 2012

Revue de Presse du Conseil National des Droits de l'Homme

Composition du CNDH

Le coup de gueule du Forum de la dignité

Le Forum de la dignité pour les droits de l'Homme (FDDH) boycotte les activités du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et dénonce son exclusion des comités régionaux de ce dernier. Dans la composition actuelle du CNDH, ce forum ne se voit aucunement représenté. A cet effet, il tient, dans un communiqué, à attirer l'attention sur plusieurs considérations qui mettront à mal la crédibilité

du CNDH en tant qu'institution qui œuvre pour le respect des droits humains. Selon ce forum, le CNDH n'aurait pas respecté le principe de pluralisme intellectuel préconisé par le traité de Paris, notamment pour ce qui est de la représentativité des forces sociales, des ONG et des courants intellectuels concernés par la protection des droits de l'Homme. A cela s'ajoute le fait que la base consti-

tutionnelle sur laquelle ce conseil est fondé se voit dépassé après l'adoption de la nouvelle Constitution. Afin de pallier à ces dépassements, le FDDH tire la sonnette d'alarme et appelle le nouveau gouvernement à prendre ses responsabilités et revoir les textes qui concerne la gestion du CNDH. Une chose qui devrait se faire convenablement au contenu de la Constitution de juillet 2011. ■

Revue de Presse du Conseil National des Droits de l'Homme

برواق مشترك يضم كلا من المجلس الوطني لحقوق الإنسان والهيئة المركزية للوقاية من الرشوة ومجلس المنافسة

مجلس الجالية المغربية يشارك في معرض الكتاب بأزيد من 3 آلاف عنوان

اللقاءات المخصصة للمبدعين من أجل تقديم جديد منشوراتهم.

وكانت مشاركة مجلس الجالية المغربية بالخارج في الدورة السابعة للمعرض قد تمحورت عموما حول موضوع الهجرة في البحر الأبيض المتوسط، بحضور مجموعة من الكتاب والمفكرين من جميع دول الفضاء المتوسطي، كما تتميز هذه المشاركة بتنظيم وبرمجة ندوات خارج فضاء المعرض من بينها «المقالة»، المونالي تأريخي والتراقي القديم بالدار البيضاء، بالإضافة إلى دار الفنون، بالعاصمة الاقتصادية، ووشاء لتجاهاته نشر مجلس الجالية المغربية بالخارج عشرة كتب، من بينها أشغال النسوان التي قام بتنظيمها، ومؤلفين حول أنطولوجيا الكتاب المتوسطيين والعرب من المهرة، وتمكن جمهور المعرض السنة الماضية، وفق بلاغ في الموضوع، من الاستفادة من مكتبة كبيرة حول الهجرة احتوت على أزيد من ألف عنوان، بالإضافة إلى فضاء المجلات وأخر للشباب والأطفال.

ويندر أن مظمي المعرض الدولي للنشر والكتاب يقدرون غدا الأربعاء بالرباط ندوة صحفية لتقديم جديد الدورة، وكانت إدارة المعرض قد أعلنت في وقت سابق أن عدد الناشرين المؤكدين حضورهم في الدورة يفوق 800 ناشر مباشر وغير مباشر، وعززت هذا الرقم القياسي للمشاركة إلى السمعة الكبيرة التي أصبح يحظى بها المعرض حيث أصبح يدرج في أجندة معظم الناشرين سواء من المغرب أو خارجه.

وحسب مجلس الجالية، فإن المعرض الدولي للنشر والكتاب بالدار البيضاء، يشكل فرصة للمعرض والاحتفاء بالإنتاجات الفكرية لمختلف المجموعات غير العالم في فضاء مكتبة مجلس الجالية المغربية بالخارج، مضيفة في السياق ذاته أن مجلس الجالية المغربية بالخارج يتيح على هامش المعرض لمحظيات 10 إلى 19 فبراير الجاري، برواق مشترك يضم إلى جانب الهيئة المركزية كلًا من المجلس الوطني لحقوق الإنسان والهيئة المركزية للوقاية من الرشوة ومجلس المنافسة.

■ حسن لعواد

برنامجه مشاركة الجالية المغربية تنصب على مقايرية ثلاثة محاور

تتعلق بموضوعي الكتابات باللونث، تكريمه كاتبات مغربيات من العالم، والهجرة: أحوالها ودولها، إلى جانب اللقاءات المخصصة للمبدعين

من أجل اللقاء والملتمة بمشاركة مع المهد العربي في إطار ليلي المعرض، التي ستحتضنها فضاءات حارج قاعة المعرض، التي تم نشرها بمناسبة تقطيم هذه الدورة، ضمن سلسلة مجلس الجالية المغربية بالخارج. كما سمع المجلس من خلال تكليفه حضوره بالمعرض، إلى منع الثقافة مكانة مركزية ضمن إشكالية الهجرة، وإبراز انحرافات الفكرى للمهاجرين المغاربة في دول إقامتهم والروابط القوية التي تجمهم بوطنيهم الأم، المغرب».

Revue de Presse du Cnme

LE CCME PRÉSENT, POUR LA QUATRIÈME FOIS, AU SALON INTERNATIONAL DE L'ÉDITION ET DU LIVRE

Le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) participera, pour la quatrième année consécutive, à la 18e édition du Salon international de l'édition et du livre (SIEL) de Casablanca prévu du 10 au 19 février. Le Conseil sera présent sur un stand de 400 m², réunissant également le Conseil national des droits de l'Homme, le Conseil de la concurrence et l'instance centrale de prévention de la corruption, indique un communiqué du CCME. Le Stand du CCME au SIEL-2012 verra la présence de plus d'une centaine d'invités, en provenance de plus de 15 pays et du Maroc, ajoute le communiqué, soulignant qu'ils seront accueillis dans deux espaces exceptionnels imaginés à cet effet, réunissant au cours d'une même journée des événements en parallèle : la salle de conférences et l'espace Rencontres. Le programme du CCME est ainsi conçu autour de trois axes, à savoir « écritures au féminin » ; rend hommage aux écrivaines marocaines du monde, « l'immigration dans tous ses états » ; renvoie à l'actualité de la connaissance et à la situation des communautés marocaines dans chacun des pays de résidence, « les rencontres » dédiées aux auteurs pour présenter leur actualité de publication. Par ailleurs, en partenariat avec l'Institut français du Maroc, des moments de rencontres et de convivialité sont programmés en dehors du SIEL, dans le cadre des Nocturnes du Salon. Le Salon sera également l'occasion d'exposer et de célébrer les productions intellectuelles des différentes migrations à travers le monde, dans l'espace de la librairie du CCME, riche aujourd'hui de plus de 3000 titres. Plusieurs nouveaux titres paraîtront également à l'occasion de cette édition du SIEL dans la collection du CCME. Cette grande manifestation culturelle vient encore une fois confirmer la volonté du Conseil, de donner à la culture une place centrale dans la problématique migratoire, et démontre l'engagement intellectuel des migrants marocains dans leur pays de résidence et les liens forts qui les attachent à leur pays d'origine, le Maroc. Le SIEL sera ouvert au public du vendredi 10 février au dimanche 19 février, de 10 heures à 20 heures. La manifestation est organisée par la Direction du Livre du ministère de la Culture.

Revue de Presse du Conseil National des Droits de l'Homme

Le CCME présent, pour la 4ème fois, au SIEL

Le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) participera, pour la quatrième année consécutive, à la 18ème édition du Salon international de l'édition et du livre (SIEL) de Casablanca prévue du 10 au 19 février. Le Conseil sera présent sur un stand de 400 m², réunissant également le Conseil national des droits de l'Homme, le Conseil de la concurrence et l'Instance centrale de prévention de la corruption, indique un communiqué du CCME.

Revue de Presse

Droits de l'Homme

Le CNDH parachève l'installation de ses commissions régionales

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) vient de parachever, en janvier dernier, l'installation de 12 de ses 13 Commissions régionales qui se veulent des mécanismes locaux à même d'assurer le suivi et le contrôle de la situation des droits de l'Homme au niveau régional et recevoir les plaintes relatives aux allégations de violation de ces droits.

Le président du CNDH, Driss El Yazami, a indiqué dans un entretien à la MAP, que la nouvelle structuration régionale permettra au conseil de jouer un rôle de proximité et faire face à d'éventuelles violations des droits humains.

La diversité de la société civile marocaine et la dynamique qu'elle connaît ne permettent plus de se contenter d'une seule institution nationale, basée dans la capitale mais requiert l'installation d'antennes dans les régions, a-t-il affirmé, se félicitant de la singularité de cette expérience, l'institution mexicaine de protection des droits de l'Homme étant la seule à avoir des bureaux locaux.

Et de souligner que l'objectif derrière la

création de 13 commissions régionales est d'être à l'écoute des citoyens et de travailler côté à côté avec les différentes composantes de la société civile, en tenant compte des spécificités des régions du Royaume.

Ces commissions sont réparties sur l'ensemble du territoire, avec une attention particulière accordée aux régions qui ont connu de graves violations des droits de l'Homme comme Beni Mellal, Al Hoceima, Nador, Oujda, Fighig, Errachidia et Ouarzazate, a-t-il précisé.

Outre son président et le représentant régional de l'Institution du médiateur, chaque Commission régionale des droits de l'Homme est composée de membres proposés par les corps représentatifs régionaux des magistrats, des avocats, des médecins, des oulémas, des journalistes professionnels et des représentants des associations et des observatoires régionaux des droits de l'Homme ainsi que des personnalités actives dans le domaine de la protection et la promotion des droits de l'Homme, que ce soit les droits politiques, civils,

économiques, sociaux et culturels, environnementaux ou les droits de la femme, de l'enfant et des personnes en situation de handicap et des consommateurs.

L'un des défis que ces nouvelles structures doivent affronter est la vulgarisation de la question des droits de l'Homme auprès des citoyens, a noté M. El Yazami, citant ici l'exemple des établissements scolaires, qui abritent plus de 6,7 millions d'élèves et qui requièrent la présence de telles structures de proximité.

Le président du CNDH a, par ailleurs, estimé que la création de ces instances est une "révolution" pour le travail du conseil qui fonctionne dorénavant avec 260 membres au lieu de 44, outre les militants qui vont coopérer avec le conseil, ce qui portera leur nombre à 700.

Ces commissions régionales devraient également contribuer à l'harmonie des politiques publiques, a-t-il dit, ajoutant que le Maroc ne manque pas de programmes et activités dans le domaine des droits de l'Homme mais plutôt d'une harmonie entre les projets et programmes.

Revue de Presse du Conseil National des Droits de l'Homme

العلماء يرفعون "الفيفتو" عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان

علمت "الحياة" من مصادر مطلعة من المجلس الوطني لحقوق الإنسان أن المجلس العلمي الأعلى تراجع عن "مقاطعته" في المشاركة في الأجهزة المحلية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان التي يجري تنصيبها منذ أسابيع في مختلف المدن والجهات وتمثل فيها عدة هيئات وتنظيمات من بينها المجالس المحلية للعلماء.

ونقلت مصادرنا أن الدعوة وجهت إلى ممثلي المجالس العلمية المحلية في بعض المدن من أجل حضور حفل تنصيب اللجن الجهوية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان. وكانت عدة مدن شهدت غياب ممثلي المجالس العلمية المحلية عن المشاركة في اللجن الجهوية، مما أثار عدة تساؤلات حول خلفيات هذا القرار.

وأرجعت مصادر أخرى رفع المجلس العلمي الأعلى لـ"الفيفتو" الذي كان يشهره في وجه المجلس الوطني لحقوق الإنسان إلى التداعيات التي أثارها تناول الموضوع من طرف وسائل الإعلام، والذي كانت "الحياة" سباقة لإثارته.

ويذكر أن "مقاطعة" المجالس العلمية المحلية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان جاءت على إثر "غضب" المجلس العلمي الأعلى من إبعاده من التمثيلية في المجلس الوطني لحقوق الإنسان، حيث كان اقترح اسمين ولم يؤخذ بهما، بحسب رسالة كان بعث بها إلى رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان.

ملك المغرب يصدر عفواً عن منفذى تفجيرات الدار البيضاء الدموية و يستثنى الصحفيين

• 05/02/2012 •

العاشر المغربي محمد السادس رفقه شقيقه الأمير رشيد في القصر الملكي في الرباط

أصدر الملك محمد السادس عاهل المغرب عفواً عن عدد من الإسلاميين البارزين الذين تقول جماعات لحقوق الإنسان إنهم سجنوا بشكل جائز مما يعطي مؤشراً بتجاهله أقل تشدداً بعد فوز إسلاميين معتدلين في الانتخابات التي جرت الشهر الماضي، بينما استثنى الصحافي الشهير رشيد نيني القابع وراء القضبان في الدار البيضاء، و صحافيين آخرين خارج المغرب قدم المجلس الوطني لحقوق الإنسان طلبات عفو بشأنهم للقصر الملكي.

والعفو الملكي معناد كل عام ليتزامن مع الاحتفال بالمولود النبوى ولكن من غير المعناد أن يعفو الملك عن سجناء سلفيين بارزين مثل من صدر عليهم عفو.

ومن بين السجناء الذين شملهم العفو شخصيات بارزة في جماعة الجهادية السلفية الإسلامية.

وتقول السلطات المغربية إن الجماعة ساعدت على تنسيق موجة من التفجيرات الانتحارية في العاصمة التجارية الدار البيضاء عام 2003 عندما سقط 45 قتيلاً.

ولكن جماعات محلية ودولية لحقوق الإنسان قالت بعد هذه الهجمات إن السلطات المغربية اعتقلت مئات الإسلاميين بتهم ملفقة وبعضهم عذب لانتزاع اعترافات عنوة في إطار تصفيية حسابات معهم، بعد ارتفاع أصوات تتهم الأجهزة الأمنية المغربية بتدبير الحادث لتمرير قانون الإرهاب في البرلمان.

ومن بين من تم العفو عنهم حسن الكتاني أحد زعماء الجهادية السلفية الذي كان يقضي عقوبة السجن 20 عاماً ومحمد رفقي وعمر الحدوشي وزعيمان آخرين للجماعة كانوا يقضيان عقوبة السجن 30 عاماً لكل منهما.

والعفو جزء من المشهد السياسي المتغير في المغرب بعد الانتخابات التي جرت العام الماضي وأدت إلى تشكيل أول حكومة ائتلافية بقيادة الإسلاميين في المغرب.

وأمضى حزب العدالة والتنمية الإسلامي أعواماً كحزب معارض ولكنه حق الفوز في الانتخابات الأخيرة في تعزيز لاتجاه في الشرق الأوسط حالياً يدفع بالإسلاميين إلى السلطة في أعقاب انتفاضات الربيع العربي.

وقال مصطفى الرميد وزير العدل وعضو حزب العدالة والتنمية الشهير الماضي أنه سيسعى للحصول على عفو ملكي لمنتقدي السلطات الذين سجنوا ظلماً.

و قبل تعيينه كان الرميد محامياً لعدد من الإسلاميين المحتجزين.

صحافيون مغاربة يتظاهرون للمطالبة بسراح زميلهم الصحفي رشيد نيني

و استثنى الملك محمد السادس من العفو الصحافي الشهير رشيد نيني الذي يقضي عقوبة بالسجن لمدة عام منذ شهر مايو من العام 2011، بعد أن أدانته محكمة مغربية بالسجن مع النفاذ وغرامة مالية ومنعه من مزاولة مهنة الصحافة في المغرب بتهمة محاولة التأثير على القضاء في محاكمة تميزت بانسحاب هيئة الدفاع منها لغياب شروط المحاكمة العادلة.

كما استثنى القصر الملكي أيضاً صحافيين آخرين يحملون لجوءاً سياسياً في أوروبا تقدم المجلس الوطني لحقوق الإنسان بطلبات عفو في حقهم إلى الملك، حيث يشرف الأمين العام للمجلس محمد الصبار على الطلبات، بعد أن نجح في تمثيل صحافي ثالث بالعفو نهاية العام الماضي.

وشهد المغرب في الأونة الأخيرة سلسلة محاكمات وإجراءات إدارية تعرضت لها بعض الصحف والصحافيين في قضايا تتعلق بالنشر، وهو ما اعتبره بعض المحللين تراجعاً في مجال الحريات ومسعى من السلطات لتأجيم الصحافة وتذكيرها “بحدودها”.

Revue de Presse du Conseil National des droits de l'Homme

اليمن المحافظ يواصل حربه على الحادثين داخل مؤسسات الدولة بعد وصول الإسلاميين إلى الحكومة

الحسين الإدريسي يكشف خفايا مقاطعة المجلس العلمي الأعلى للمجلس الوطني لحقوق الإنسان

إسماعيل بلا على

الثلاثاء 31 يناير 2012 - 16:26

وزير الأوقاف والشؤون الإسلامية رفقة رئيس المجلس العلمي الأعلى يسف كشف الحسين الإدريسي، الباحث المتميّز في الشؤون الدينية، في مقال هام نشرته جريدة الأحداث المغربية في عددها ليومي السبت والأحد (ص 10)، أن المجلس العلمي الأعلى رفض عضوية المجلس الوطني لحقوق الإنسان احتجاجاً على إشراك المجلس الأخير للرابطة المحمدية للعلماء في عضويته. يقول الإدريسي في مقاله "المجلس العلمي الأعلى ومقاطعته المجلس الوطني لحقوق الإنسان":

"شيء غريب عجيب وملفت وقع هذه الأيام في ما له علاقة بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان، وبطل هذا العجب بل هذا الأمر العجاب هو المجلس العلمي الأعلى عب مقاطعته لتمثيليه وانحرافه في المجلس الوطني لحقوق الإنسان ضدًا على الطهير المؤسس للجامعة الذي أقر تمثيلية ممثليين مما أسماه بـ"الهيئات الدينية العليا" وهو ما فعله المجلس الوطني عبر منح مثل للمجلس العلمي الأعلى وممثل للرابطة المحمدية للعلماء من منطلق كونهما يمثلان هيئتين دينيتين وطنيتين".

يمضي الإدريسي في كشف خلفيات هذا الحدث الذي غاب عن الصحافة الوطنية قائلًا "يعود سبب مقاطعة المجلس العلمي الأعلى للمجلس الحقوقى - الظاهر أن المقاطعة هنا لم تصدر عن يسار حذر أو سلفيه أصولية جهادية بل من مجلس علمي أعلى - حسب الدكتور بسف إلى أن الممثلين كلهم" ينفي أن يكونوا من المجلس العلمي الأعلى، ولا حق للرابطة المحمدية للعلماء في تمثيلية داخل المجلس الوطني، لأن الرابطة المحمدية للعلماء - والكلام دائمًا للدكتور بسف - مجرد جمعية، ولا تملك صفة العينة الدينية العليا التي أقرها الطهير"، وهنا لا بد لكل عاقل أن يتوقف لمساءلة هذا الكلام الخطير الذي فاجأ الكثرين في مضمونه أولاً وفي المصدر المعتبر عنه ثانياً، أي أن يأتي على لسان الدكتور بسف - الذي نعتبره عن جدارة إمام الرواية المغربية للسيرة النبوية - موضوع أطروحته - ومكمن الغرابة فيه أنه يحمل ويصرح بصوت أعلى بمقاصد استئصالية وإقصائية للرابطة المحمدية للعلماء ولتمثيليتها في المجلس الوطني لحقوق الإنسان.

ثم يرد الإدريسي على مبررات بسف فيستغرب قائلاً "لقد كان جواب السيد بسف عن سبب الاعتراض بمثابة صدمة ودهشة غير مسبوقة، وجراً لا مثيل لها في وطئ الحق والحقيقة وضرب المفاهيم حينما تجرأ على القول إن الرابطة مجرد جمعية". فهل يمكن قبول هذا الكلام من أمين المجلس العلمي الأعلى الذي يستحيل أن يجعل أن الرابطة المحمدية للعلماء مؤسسة بظهور من أمير المؤمنين، ورئيسها أيضاً معين بظهور ملكي، وهو ما يمنحها صفة الهيئة الدينية العليا وليس مجرد جمعية كباقي الجمعيات، ومن هذا المنطلق يتحقق لها التمثيل الشرعي في المجلس الوطني لحقوق الإنسان، كما لا يحق لأحد أن يمنعها من هذه التمثيلية الشرعية، كما لا يجوز قانوناً ولا شرعاً ولا مواطنة مطاردتها أو استئصالها أو منعها من تمثيلتها في هيئة حقوقية وطنية".

ينبه الحسين الإدريسي، أيضاً، إلى أن الظهير المؤسس للجامعة الوطنية لحقوق الإنسان يتحدث عن "الهيئات الدينية العليا، فالهيئات هنا وردت بصيغة الجمع ولم تتحدث عن هيئة واحدة بصيغة المفرد".

يتساءل الباحث عما "يخيف المجلس العلمي الأعلى من النهج الفكري والوطني والعلمي والعملي الذي تسسه الرابطة المحمدية للعلماء منذ انطلاقتها الجديدة في افتتاحها على الواقع الديني والمدني والاجتماعي والمؤسساتي والإعلامي والأكاديمي في إطار حركتها التي لم يسجل المتبعون والمتخصصون في الشأن الديني للبلاد في حركتها أي انجراف لها عن مرتکبات الهيبة الدينية والمذهبية والثقافية للمملكة المغربية؟".

يواصل الإدريسي تحليله فيسجل مفارقة مثيرة: "لعل هذا السؤال يرداد حدة ويزيد المتلقى استغراباً ودهشة حينما يجد أن المجلس العلمي الأعلى ومحالسه العلمية تمنح تزيكياتها وتفتح أذرعها وترحب بها ودعمها وتقويتها لجمعيات لا تخفي مشروعها وعملها الديني المهرج من المشرق والمهدم للهيبة الدينية والمؤمنون بثوابت الهيبة والخصوصية المغربية".

حركة التوحيد والإصلاح وذراعها السياسي حزب العدالة والتنمية، يأتيان على رأس الجمعيات التي يتحدث عنها الإدريسي. التواطؤ الكبير بين إخوان بنكيران ومدعيمهم من أصولي دار المخزن يظهر جلياً من حين لآخر في بعض الخرجات الإعلامية لرؤساء وأعضاء المجالس العلمية على صفحات التجديد الجريدة الناطقة باسم حركة التوحيد والإصلاح.

مصطفي بنجمزة، الذي أجاز في قنوات شهيرة "ضرب الرجل لزوجته"، (التجديد عدد 1925) (هو رئيس المجلس العلمي المحلي لوجدة، وعمر البيضاوي الذي أفتى بجواز حبس الأب لابتنه داخل البيت خوفاً على "سلامة عرضها" (التجديد - 1894)، هو عضو المجلس العلمي المحلي للناظور، وأحمد كافي الذي أفتى بحرمة توجيه المرأة إلى طبيب ذكر إلا في حالة الضرورة (التجديد - 2287)، هو عضو المجلس العلمي المحلي لإقليم النواصر، وعبد الرزاق الجاي الذي حرم التصدق بأموال الفوائد البنكية قائلًا أنه لا تصلح إلا لـ"إصلاح المراجيح" (التجديد - 2290)، هو عضو المجلس العلمي المحلي للرباط.

يخلص المقال إلى خطورة سيطرة الأصولية الإخوانية على المجلس العلمي الأعلى لخدمة "المشروع الإخواني" من خلال مقاطعة المجلس الوطني لحقوق الإنسان. خطورة ييرزها الإدريس قائلاً "الظاهر أن هذه الجهة التي تحمل مشروعنا معيناً نفعه بإطمئنان وجرأة زائدة جعلها تتنبى لغة المقاطعة تجاه المجلس الوطني لحقوق الإنسان، غير مكترنة لأي رد، مع العلم أن هذا مجلس ملكي (...)" ذلك يكشف حقاً عن توجه أصولي مضاد لرؤية البلاد ومضاد لمشروعها الإصلاحي العدائي الذي أطلقه عاشر البلاد ويريد أن يفرض وصايته على أمير المؤمنين وهو ما تجلّى في عدد من المحطات، نذكر منها التصدي بشراسة لتعديل المدونة، ومقاطعة السيدين التوفيق (وزير الأوقاف) ويسف لنكريم الدكتور الخميسي مدير دار الحديث الحسنية، ومقاطعتهما مراراً وجهاً لدار الحديث على عهد الدكتور الخميسي، وهنا نسائل الدكتور يوسف هل دار الحديث الحسنية هي الأخرى مجرد جمعية؟ فهذه الشذرات وهذه المقاطعات تبيّن وتسقط النقال عن مشروع خطير يستغل عنوان إمارة المؤمنين ليُنقض على المشروع الإصلاحي الذي أطلقه عاشر البلاد، ويحظى بدعم مالي سخي مستغلًا مؤسسات الأوقاف وأملاكها ومساجدها ومطاعنها وإعلامها وندواتها لضرب دينامية المجتمع المدني الديمقراطي وفعالياته الحقوقية والثقافية والنسائية تحت الحزام والدفع بجمعياته المصطنعة والمختلفة والمتخمة للواجهة والإعلام لخلق صورة مغلولة وخادعة ومخادعة (مركز الدراسات والبحوث بموجدة نموذجاً). بل إن جرأتها جعلتها تمتد لمقاطعة مؤسسات الدولة العليا (المجلس الوطني لحقوق الإنسان) وذلك من أجل ضرب العدالة الانتقالية العاملة على ترسیخ معايير حقوقية إنسانية دولية وعالمية".

جمعية الرميد (منتدى الكرامة) تمقاطع المجلس الوطني لحقوق الإنسان ويدعو الحكومة إلى تحمل مسؤوليتها

هنا أبو علي
الاحد 5 فبراير 2012 - 14:01

مصطفى الرميد وزير العدل والحربيات ت أ م ب بريس
أصدر منتدى الكرامة لحقوق الإنسان بيانا، توصلت "كود"، بنسخة منه يعلن فيه مقاطعته للمجلس الوطني لحقوق الإنسان وكافة لجانه الجهوية .

وأشار البيان الذي توصلت به "كود" ، أن المجلس أقصى المنتدى في كافة مراحل تشكيله "لاحظ المنتدى الإقصاء التام لأعضاء منتدى الكرامة لحقوق الإنسان من عضوية أي لجنة من اللجان الجهوية، وهو ما تعتبره إقصاء ممنهجاً لمنتدى الكرامة لحقوق الإنسان واستمرارا لنفس العقلية الإقصائية التي أطرت تشكيل المجلس الوطني لحقوق الإنسان . "

كما أضاف المنتدى في تبيانه لخلفيات المقاطعة أن المجلس لم يراعي شروط التعددية الفكرية طبقاً لمبادئ باريس واعتبر أن الأسس الدستورية المحدثة للمجلس أصبحت متجاوزة بعد الدستور الجديد الذي ارتفى به إلى مؤسسة دستورية مما يتطلب إصدار قانون تنظيمي جديد يضمن التنزيل القانوني لمقتضيات الدستور الجديد .

ودعا الحكومة الجديدة إلى تحمل مسؤوليتها للإسراع بسن القانون .

وقد تحدث مجموعة من الحقوقين والمتبعين لعمل المجلس الوطني لحقوق الإنسان وعملية تشكيل لجانه الجهوية غياب تمثيلية الإسلاميين في مختلف اللجان الوطنية والجهوية .
للإشارة فإن منتدى الكرامة أسسه وزير العدل الحالي مصطفى الرميد .

إشكالية الحقوق الثقافية والهوية بجبل الأطلس الكبير الشرقي

لحسن ايت الفقيه
الحوار المتمدن - العدد: 3627 - 3 / 2 / 2012 - 15:40
المحور: حقوق الإنسان
راسلوا الكاتب.ة مباشرة حول الموضوع

الاعتناء بالهويات المحلية، بما هي مرتبطة ارتباطاً وثيقاً بالهويات والحقوق، واحد من المسؤوليات المهمة في منطقة الأطلس الكبير الشرقي. وللهوية معلقان اثنان، الإثنوغرافي والثقافة. والمعلقان لا يعيقان بالمرة تعلق الهوية بالحق في حرية الاعتقاد، بشكل عام، والحق في المساواة، وتكافؤ الفرص، والاختلاف، في نهاية المطاف. وإذا بحثنا عن مدخل لترسيخ حرية الاعتقاد وتعزيزها، بمنطقة الأطلس الكبير الشرقي، التي تعد أساساً لضممان التعايش داخل فسيفساء إثنوغرافي، يزخر بالتنوع الثقافي والتعدد، لن نجد سبيلاً إليه، دون البدء في تعريف مفهوم الحقوق الثقافية، ونشره في نطاق واسع. وقبل ذلك، لا بد من تسجيل صعوبة الفصل بين الهوية الثقافية، والإثنوغرافية، في نطاق جغرافي يكاد المجتمع القبلي أن يعمره. فالهويتان، الإثنوغرافية والثقافية، مترابطتان بمنطقة الأطلس الكبير الشرقي وجهة الجنوب الشرقي المغربي عاماً، ترابطان تلقائياً تتصاحب إحداهما الأخرى، وتتنازلماً. ويفتقر أن المخرج المناسب من الترابط الضموي بين الإثنوغرافي والثقافي، يقتضي الانطلاق من الثقافى إلى الإثنوغرافي، أو على الأقل التسلیم بأن الثقافى يشمل أيضاً الهوية الإثنوغرافية، والهوية اللغوية، والاعتقاد الديني، إن استحضرنا، أن الجهة متاثرة نسبياً باليهودية الأمازيغية.

وتتبغى الإشارة، إلى أن الانطلاق من الثقافى إلى الإثنوغرافي، يسلم لو استحضرنا تغopian نسق ثقافي واحد، من فوج الزاد شمالاً إلى صحراء تافيلالت جنوباً. فالساند في الميدان اختلاف سوسيوثقافي، يكاد أن يشكل، بالجنوب الشرقي المغربي عاماً، مصدر ميز وأساس للتحار والنزاع. ولتجاوز هذا الإشكال أتفينا سبيلاً مناسباً، يقتضي الانطلاق من عناصر الوحدة الثقافية داخل الجهة إلى عناصر الاختلاف، وباللغة الحقوقية، لا بد من البدء في ترسیخ الحقوقية الثقافية الموحدة، قبل الوقوف ملياً عند الخصوصيات. ولبلوغ تلك الغاية لا بد من ملامسة التعدد الثقافي وضمهن الأقليات العرقية كإشكالية.

1- التعدد الثقافي كمسألة اجتماعية وسياسية وثقافية

بدأت الأقليات العرقية تحظى باهتمام دولي مشروع، في إطار التعدد الثقافي، في نهاية الثمانينيات من القرن الماضي. لكن الإحساس بوقع الأقليات العرقية، بما هي مسألة اجتماعية وسياسية وثقافية معقدة، كان اتضحاً مع نضج الدولة القومية في منتصف القرن التاسع عشر. وظلت الدول، طيلة أكثر من قرن من الزمان، تتعامل والتتنوع العرقى وفق اختيارتها السياسية، وطالما طبعها الأضطهاد والقمع، أو أخذ الثأر، كما فعلت المانيا النازية لما غزت دول الجوار تحت ذريعة أنها تاضطهد الأقليات الألمانية، أو اتسمت بالسماح بها من لاعتخدام العرف مرجعاً للأحكام الشخصية وتنظيم توزيع بعض الشروط كالماء والكلأ، كما فعلت سلطات الحماية بالمغرب لما أصدرت ظهير 16 مايو 1930 المنظم للمحاكم العرقية. وكان من المنتظر أن يستمر تطور الاعتناء بالأقليات العرقية والتعدد الثقافي بوتيرة أحسن بعد الحرب العالمية الثانية، لكن سياسة الاستيعاب أزاحت هذه المسألة جانباً درءاً لخطر الانفصال في أسوأ الأحوال، أو المطالبة بالحكم الذاتي في أحسنها، وذلك ما يخشى الانضماميون كثيراً. وبعد المغرب من الدول التي شعرت بحرارة هذه المسألة. وتتبغى الإشارة أن للتعدد الثقافي المغربي خصائص معينة، أهمها أن الأمازيغ يشكلون نسبة كبيرة من السكان لكن وضعهم يشبه وضع الأقليات العرقية الثقافية، لعدم تمعهم وإلى الأمس القريب بالكثير من جوانب الحقوق الثقافية.

2- الإهارات الأولى للاهتمام بالأقليات العرقية

الاستثناء المغربي يغير تعريف الأقليات العرقية، إذ لم تعد تعني بالضرورة جماعة من السكان التي تشكل إثنية واحدة، قليل عددها. ذلك أن تعريف الأقليات العرقية يستدعي استحضار وضعها السياسي والثقافي والحقوقى. فإذا كانت الجماعة عددها كبيراً وثقافتها مهمنة، أو بالأحرى لم تتمتع ببعض الحقوق، كالاعتراف الدستوري بهويتها الثقافية ولغتها، فيمكن أن يحكم عليها بحكم الأقليات العرقية والثقافية. نقول لا يزال المغرب يشكل استثناءً ما لم يمض بعض الوقت على تزيل الدستور الحالي المصوت عليه في فاتح يوليو 2011، أو ما لم (يحدد) قانون تنظيمي مراحل تفعيل الطابع الرسمي للأمازيغية وكيفيات إدماجها في مجال التعليم وفي مجال الحياة العامة ذات الاولوية، وذلك لكي تتتمكن من القيام مستقبلاً بوظيفتها بصفتها لغة رسمية (الفقرة 4 من الفصل 5 من الدستور المغربي). ويعيننا أن الأقليات العرقية هي نفسها الأقليات الثقافية التي تترجم فيما يسمى التعدد الثقافي. ولما كان لكل إثنية نسقها الثقافي [نموذج المغرب]، فإن استعمال مصطلح الأقليات الثقافية يغيننا عن ذكر العرق، إن تعليق الاستشهاد بالمغرب.

يعود الوعي بمسألة الأقليات العرقية إلى ما بعد الحرب العالمية الأولى حيث استحضرت في عصبة الأمم ميثاقها حماية الأقليات العرقية في أوروبا. لكن هذا الشعور عاد إلى المكون، في أجواء ما بعد الحرب العالمية الثانية، لأن هذه الأقليات ترى أنها تشكل خطراً على الدول التي تحوي التعدد الإثني.

ولم تسمح سياسة الاستيعاب ولا الإعلان العالمي لحقوق الإنسان بالنظر إلى وضع هذه الأقليات. ذلك أن الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، وبعد العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، وإن شملاً بعض الحقوق، فهي حقوق يتمتع بها الفرد بقطع النظر عن أصله العرقي، أو انتمائه إلى جماعة ذات نسق ثقافي متميز. ولم تحو الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان ولا الاتفاقية الأمريكية، ولا الميثاق الإفريقي الذي صدر

في مطلع الثمانينيات من القرن الماضي سوى الصمت عن حقوق الأقليات الثقافية، وما دام المنظور الجديد لحقوق الإنسان لم يعترف بالأقليات، أو بمعنى آخر، ما دام غياب مرجع يسمح لهذه الأقليات بالدفاع عن هوياتها والتعبير عنها باستخدام لغاتها في الحياة العامة وتوظيفها في المحاكم والمدارس قائمان فإن الإعلان العالمي لحقوق الإنسان يتاسب في المبتدئ وسياسة الاستيعاب.

إن عدم الاعتراف بالسكان الأصليين، وهو من مكونات التعدد الثقافي بين في اتفاقية منظمة العمل الدولية رقم (107) بشأن حماية السكان الأصليين وغيرهم من السكان القبليين وشبة القبليين وإدماجهم سنة 1957. وفي الثمانينيات من القرن الماضي تبيّن ضرورة إعادة صياغة اتفاقية جديدة لمنظمة العمل الدولية، ونُزَّلت سنة 1989. وكانت الصياغة الجديدة للاتفاقية تروم تجريدها من الطابع الاستيعابي وتضمينها بعض الحقوق، كالحقوق اللغوية على سبيل المثال. وفي مؤتمر فيينا حول حقوق الإنسان لسنة 1993، طرحت مسألة السكان الأصليين. ومنذ ذلك الوقت التحقت الحركة. وقبل هذا المؤتمر كانت منظمة الأمن والتعاون أول هيئة أوروبية تعترف بالأقليات سنة 1990. واعتلى الاتحاد الأوروبي بوضع الأقليات العرقية خلال عقد التسعينيات من القرن الماضي، وببداية القرن الواحد والعشرين.

3- التقليد الشفاهي وحقوق الإنسان

لأن كانت الأغنية الأمازيغية المغربية ضمن الأقليات الثقافية لأنها لا تتمتع بحقوقها الثقافية بفعل سياسة الاستيعاب، فإن هذه الأغنية تستغرق عشائر وإن شنت مجموعات سوسيو-مجالية مغلقة محافظة. ومرد ذلك إلى أن هذه الأوساط ترفض [أو قد هي محرومة من] الحداثة والافتتاح لذلك فهي مضطربة للتثبت بالقيم والتقاليد الشفاهية، لأنها الأصل. وما يعبّر على هذه الأوساط أنها طالما تخرّط في ممارسة تبدو أنها انتهك ضد حقوق الإنسان. وحسبنا أن امرأة بالسفر الشمالي الغربي لجل العيشي تخلت عن زوجها، في التسعينيات من القرن الماضي، وغادرت بيت الزوجية لتتحقق بشريك آخر، دون اللجوء إلى المساطر الكتبية، لأن الزواج تقليد عرقي شفاهي وكذلك شأن الطلق في هذه الأوساط، وفي حالة تدوين الزواج والطلاق فإن ذلك يتم كرها. لكن الزوج أدار ظهره للعرف واتصل بالمحكمة لنصدر حکماً عليها بالخيانة الزوجية هي وشريكتها غير الشرعي وفق المساطر القانونية الكتابية. فلا ذنب على المرأة لأنها فعلت ما يقتضيه العرف، لكن فوجئت بارتكاب جريمة لا مرجع لها في الوسط السوسيو-ثقافي الذي تعيش فيه. وتحوي الأعراف كذلك التمييز ضد النساء والأقليات العرقية. فالنساء يحرمن من الإرث ولا يسمح لهن بحياة تصيّبهن من أقربائهن عند هلاكهم، وأمام الأقليات العرقية فلا يسمح لها، في بعض الأوساط في التمثيل في مؤسسة الجماعات الإسلامية، ولا حق لها في الولوج إلى مؤسسة الشيخ (أمغار). ولحسن الحظ أنشأ الزجر الذي تشرف عليه القبيلة يختفي تدريجياً، من ذلك معاقبة الجنة بالرجم أو بالتهجير القسري، أو بتطهير منازلهم وخيماتهم بالبرز. ولا تزال الأوساط التقليدية أحياناً تدافع على هذه الممارسات، بما هي تقليد شفاهية موروثة رغم افتقارها لمواصفات المحاكمة العادلة من المنظور المؤسسي للحدث، ومن منظور حقوق الإنسان. لكن إذا نظرنا إلى هذه الأساليب من منظور الحقوق الثقافية، بما هي حقوق جماعية لا فردية، فإنها تستحق الحماية والدفاع، أو على الأقل، درءاً لكل لغو، فإنها تشكل مسألة للنقاش والدراسة. وقبل ذلك لا يجوز الدفاع عن ممارسات غير ذات مرجع دستوري. وهناك دوافع في أمريكا اللاتينية سنت ما يسمى قوانين العرف عند السكان الأصليين. ولو جرى ذلك في المغرب لانتفع قضاعة الجماعات المحلية لمعالجة القضايا المحلية وفق مرجع العرف. لكن سن قوانين العرف أو الحكم بواسطة العرف أثارت ضجة عنيفة مع صدور ظهير 16 مايو 1930 الذي تعرض لأسوأ تأويل في التاريخ. ويبعد أن العمل بالعرف يخدم الهوية الثقافية للسكان في الأوساط القبلية المعزولة شريطة إعادة النظر في بعض الأعراف وتكييفها لكي لا تضر في العمق مواصفات المحاكمة العادلة من منظور حقوق الإنسان، ولكي لا تشكل الأحكام الصادرة عن المؤسسة العرقية انتهاكاً لحقوق الإنسان.

4- طيّان الثقافة غير العالمية

التعديدية الثقافية فاشلة في دعم حرية الفرد. وحسبنا أن الفنان الهشة على سبيل المثال، يتعرض للزواج كرها، إما بناء على مرجعية ثقافية أمازيغية تقضي تزويجهن قبل بلوغ سن الرشد، أو بالأحرى سن الحين، كما في بعض الأوساط التي تحمل نساءها زياً أبيض، أو بناء على مرجعية دينية في الأوساط الاجتماعية المتأثرة بالحاضر العالمي، مراكش، سجلamasة، فاس. وتحرم النساء في بعض الأوساط من ملكية الأرض لأنها ملكية عشائرية، لا يجوز نقلها من عشيرة إلى أخرى، ولو في حال السماح بالزواج اللاعشائري. وكثيراً ما تضرّب الحقوق بفعل الأعراف والتقاليد الشفاهية، من ذلك المساواة بين الرجل والمرأة، أو المساواة بين أفراد العشيرة الواحدة أنفسهم في الحق في استغلال المجال. وحسبنا أن وضع الأقليات القليلة في الأوساط القبلية الأمازيغية تشكّو من الظلم بفعل لباسها الاتشوغرافي.

4- التعدد الثقافي والدستور المغربي

لأن كان الدستور المغربي قد اعترف ضمنياً بالتعدد الثقافي دون التخلّي المطلق عن سياسة الاستيعاب لأن (المملكة المغربية دولة إسلامية ذات سيادة كاملة متشبّثة بوحدتها الوطنية والترابية وبصياغة تلامح وتنوع مقومات هويتها الوطنية والترابية وبصياغة مقومات هويتها الوطنية، بانصهار كل مكوناتها العربية – الإسلامية والأمازيغية والصحراوية الحسانية... الخ) (بيانية الدستور المغربي)، فإنه اعترف بالأمازيغية (أيضاً لغة رسمية للدولة باعتبارها رصيداً مشتركاً لجميع المغاربة بدون استثناء). وبقطع النظر عن استمرار جعل الأمازيغية منصورة ضمن مكونات أخرى، درءاً لخطر الانقسام الذي تقوم عليه سياسة الاستيعاب، فإن الاعتراف بالأمازيغ (أيضاً لغة رسمية للدولة)، غير كافٍ ما دام سن الأعراف في قوانين محلية غير وارد في الحال، رغم ما يمكن تسجيله من تقدم في ضمان حقوق الإنسان في الدستور المغربي. وفوق ذلك لم تكن حقوق الإنسان، بما هي حقوق فردية كما في الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، أو في المعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية بديلًا لحقوق الأقليات ولو أراد لها ذلك. فالآليات الثقافية تشتّت تطابق حقوقها بما هي جماعات لا كفراً، تطالب بالحقوق اللغوية وإن كان الدستور المغربي يعترف بها (أيضاً لغة رسمية)، لم تك بعد لغة المؤسسات العمومية ولا لغة المدارس والمحاكم. ويبعد أن تنزعّلها لن يخلو من طغيان جهة ما على أخرى، كما حدث في التلفزة الأمازيغية التي غابت فيها بالمرة أمسيّة الأطلس الكبير الشرقي. وفي جميع الأحوال لا أحد يدرّي كيف ينزل الدستور المغربي في ما يتعلق بالحقوق اللغوية، فالنقاوش، إن فتح في الموضوع، سيديوم بعض الوقت، لغياب مرجع دولي يمكن اعتماده. ذلك أن المرجع القانوني الدولي حول التعدد الثقافي غير ملزم، حيث نشأت معارضة شديدة لمجاهدة تحويل اعلن الأمم المتحدة لحقوق الأقليات إلى اتفاقية ملزمة، وكذا إدراج حقوق الأقليات ضمن الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان الملزمة. وإذا كانت الاتفاقيات الملزمة لم تسع بعد حقوق الأقليات الثقافية بما هي جماعات، فوق أن مطلب هذه الأقليات لم تتجاوز بعد المطالبة بالحقوق اللغوية أو الحكم الذاتي، فإن الأوساط القبلية المغربية المغلقة بما هي أقليات ذات ارتباط بالسكان الأصليين ستواجه عدة متابعات. وإنّاصف الأقليات الثقافية وفي أفق ضمان المساواة بينها وبين الأخلاقية يبدو الوقف عند ما يلي:

- دراسة تاريخ الأقليات الدينية والعرقية اليهود الأمازيغ على سبيل المثال وتدریسه في المدارس.
- عرض فنون الأقليات العرقية في المتاحف وإحداث متاحف خاصة للتعدد الثقافي (متحف الريف نموذجاً).
- الحفظ الإيجابي للذاكرة لذاكرة الأقليات العرقية الجماعية والاحتفال بأبطالها، وإنشاء تماثيل لهم ونصب تذكارية وإطلاق أسماء هؤلاء الأبطال على المؤسسات العمومية.
- احترام عادات الأقليات العرقية والسامح لها بممارسة هذه العادات(هذا الحق مضمون في المغرب).

5- الهوية الثقافية بجبال الأطلس الكبير الشرقي وبرامجها

فإذا كانت الهوية الثقافية، حسب الفقرة بـ، من المادة 1 من مشروع اعلن الحقوق الثقافية، «مجموع المراجع الثقافية التي يتحدد بها فرد أو مجموعة ويعبّر بها عن أنفسهم، ويرغبان في أن يعترف بهما وفقطها، فالهوية الثقافية تستلزم الحريات المرتبطة بكرامة الفرد وتدمج في مسار متصل التنوع الثقافي، كما تدمج الخصوصي والكوني والذاكرة والتطلع»، تقول إذا كانت الهوية الثقافية كذلك، أو على الأقل، تعتمد ما جاء في النص المذكور مرجعاً للقياس، فإن الوضع بمنطقة الأطلس الكبير الشرقي، يناسب والسياق ذاته. فمن جهة، هناك مراجع ثقافية موحدة، من ذلك

طغيان الغصر الصنهاجي (أيت سخمان، أيت حديدو، أيت مر غاد، أيت يحيى، أيت يزدك)، وهو عنصر فرض ثقافة الانغلاق. والعنصر الصنهاجي، إلى جانب نزوعه نحو الانغلاق، يمتاز بتنظيمه لشعر تمييزات، وبنطمه العرفية التي لا تزال تقاوم التحولات الفرووية، وبتشبيهه بسلطة الشیخ، وبعمله بنظام الجماعات السلالیة ... الخ. وهناك هامش من «الحریات المرتبطة بکرامۃ الفرد»، والتي كان يضمها العرف من قبل، حيث سادت نظم الكونفرالیات القبلیة من قبل، وبذا ذلك الہامش محترماً في بعض الأوساط القبلیة، لكن للأسف، بدأ الحق في حریة العمل بالعرف يضرب حيث إذ سجلت بعض الحالات من الانتهاک العرف بالمواضیع التالیة: (بوزمو سنة 1973، أیت يحيى في 7 ابریل 1998، جبل مرشیط في مايو 1998، أوددی باملشیل في 19 غشت 1998، تزمارت 1972).

واما التنوع الثقافي، فلا يزال معتبراً به في بعض المناطق علماً أنه إلى جانب قبائل صنهاجة استقر بالجهة عرب بنی معقل (عرب الصباح، عرب خلوة، بنی کیل)، وأقالیات مصمودیة، لا يتجاوز عدد أسرها عدد أصابع اليد الواحدة، وهناك أيضاً العنصر الإفریقي، وأقالیات عرفیة محایدة إثنوغرافیة، لارتدانها للباس الصوّفی، أو النسب الشریف. ومن الصعب الحديث عن الأقالیات اليهودیة لهجرتها إلى خارج الجهة. ويشکل التنوع الثقافي أحياناً - وكما سبقت إليه الإشارة - مصدر میز طالما يشكل فتیلاً لنزاع مباشر أو غير مباشر.

وعن الذکر، نشهد أن للمنطقة بعض الخصوصیات، مع التسطیر هنا أن الذکر تختلف عن التاریخ باستمرارها في الزمان، وأنها حق من الحقوق الثقافية، بيان ذلك أن:

- منطقة الأطلس الكبير الشرقي معبر القبائل في هجراتها من الجنوب إلى الشمال، تحت وقع المسغبة أو الظرف السياسي. وكل قبیلة تعبر تراب الجهة تترك أثارها وبصماتها في جنبات المسار الذي سلکته، إن على مستوى الطوبوئیميا أو على مستوى العرف والنظام التقليدية.
- كل دولة تنشأ بال المغرب مدعوة للسيطرة على المحور التجاری سجلماسة / فاس، لكي تستقر على قرار، ويذوم سلطانها على حال، بعض الوقت. لذلك، وبکثرة الحروب التي تشنها السلطة المركبة على القبائل المتمرة بالمحور التجاری المذکور، أو الحروب التي يشنها قطاع الطرق على القوافل التجارية، تنشأ ما يسمى بثقافة الخوف، والاحتراز والتي تظهر في المعمار المحسن، وفي بعض الممارسات الجماعية، وطالما تعبر عنها تذکرات محلية.

- تنتشر، خارج المحور التجاری فاس / مراكش، والمحور التجاری سجلماسة / فاس، نظم عرفیة في أحضان ثلاث كونفرالیات قبلیة، أیت أومالو، أیت یاف المان، أیت عطا، تعمل كلها بالعرف (أزرف). ولا تزال تلك النظم حاضرة في الذکر. وهناك من لا يزال يحن إليها بقوّة.

- تعد منطقة الأطلس الكبير الشرقي من المناطق التي اخترقتها التصوفة المتّوّعة طرقه ومسالكه. وأن لكل طریقة زاوية تمثّلها. وإذا كانت بعض الزوايا مثل الزاوية الوکیلیة التیجانية، قد أظهرت الولاء للسلطان، ابتداءً من منتصف القرن الثامن عشر، فإن هناك زواياً متّمرة على السلطة، كانت انتقدت الطریقة الشاذلیة (الزاویة الدلائیة، الزاویة العیاشیة)، وزواياً قاومت بشدة الاحتلال الفرنسي مثل الزاویة الدرقاویة، وفروعها. ونؤکد أن الزوايا ظلت، لالآن، تتدخل في الحياة الاجتماعية للسكان تصلح ذات البین بينهم، وتعلّمهم العلوم الدينیة، وطالما تطعمهم الطعام. ولا تزال الزوايا تحتضن فصولاً من ذاكرة المنطقة.

- انتظام مواطنون الغنیة بقصول من الذکر الجماعیة في نطاقین متباینین على المستوى الجغرافي :

- نطاق المستقرین الممارسين للزراعة المنسقیة، على ضفاف الأنهر والأودیة، ملویة، أم الربيع، زیز، کیر، غریس، أو المستقرین بحواضر الجهة، سجلماسة، مکناس. وهؤلاء اعتمدوا أحياناً الكتابیة في تخليد ذاکرهم، لذلك استطعنا التعریف على شانهم، لذکرہ في بعض الوثائق، والمصادر التاریخیة.

- نطاق الرحل والکاسبین بالأطلس المتوسط والأطلس الكبير الشرقي والھضاب والحمداد. وهؤلاء لا يزالون يعتمدون الشفاهیة في حیاتهم، مما يستدعي جمع تراثهم.

- انتظام مواطنون الذکر الجماعیة في نطاقین متباینین على المستوى السياسي :
- نطاق ينتمي إلى بلاد المخزن، وهو النطاق القريب من المحور التجاری سجلماسة / فاس أو فاس / مراكش. وهو نطاق، دأب على اعتماد الشریعة الإسلامیة في الأحوال الشخصية.

- نطاق ينتمي إلى بلاد «السیبا»، وهو نطاق عرفي بامتیاز، يعتمد على الشفاهیة، وعلى رأی المجالس العرفیة، وهو المؤسس، في الغالب، على الأعراف المحلیة، التي باتت مرجعاً لتنظيم الرعی بالمراعی، وتوزیع الماء بالاشرطه الزراعیة المنسقیة، وهو نطاق التصوف الطریقی.

- غنى منطقة الأطلس الكبير الشرقي ، من حيث الشفاهیة التي تتجلی في أشعار تمدیاز و الاشعار الدينیة في الزوايا، ومن حيث التقاليد الشفاهیة، التي تتجلی في مختلف الطقوس الممارسة في الأفراح، والأقراح، كالعرائس، والختان والجناز، والمواسم الزراعیة والدينیة. فإذا كانت الهویة الثقافیة، كما سلفت إلیه الإشارة في الفقرة بـ من المادة الأولى من مشروع إعلان الحقوق الثقافية، تدمج في مسار متصل بالتنوع الثقافی، فإنه من المفید الوقوف لطرح السوال التالي: هل تمكنت الهویة الثقافیة بمنطقة الأطلس الكبير الشرقي من تحقيق تلك الغایة؟ وإذا كان الجواب بالنفی فما هي العوائق التي تحول دون ذلك؟

06- الهویة الثقافیة والتاریخ

بدأ الاهتمام بالهویة الثقافیة بمنطقة الأطلس الكبير الشرقي، بما هي وجه آخر للهویة الإثنوغرافیة، مع العصر الموحدی، لما أقدم عبد المومن بن على الكومنی سنة 554 على مبادرة کبری، فعل على وضع الأراضی الخارجیة بید الجماعات السلالیة لتحمل، منذ ذلك الوقت، اسم الأراضی الجماعیة. وهناك بدأت العلاقة بين الإنسان والأرض، تتوثّق وتتأسس على ثقافة الدم، وطفقت بعد ذلك تحمل اللباس الإثنوغرافی. ومن القبائل التي تنتدّ أسماءها من مجالاتها الترابیة أو من وظیفة معینة تمارسها أو صفة تمتاز بها. فاتتضاح أن الهویة الثقافیة تترك من الجماعة قیمهما، ومن الأرض وظیفتها، ومن العمل غایتها. وابتداءً من القرن الثاني عشر المیلادي، ظهرت قبائل تحمل أسماء وظیفية محضة حيث نسبت أیت أومالو إلى الظل ونسبة زیان إلى الجهة الجغرافية «إزیان» بالأمازیغیة، تعنی الجھوین، وهناك من ينسبهم إلى المرارة (إی) والقساؤة، ونسبة أیت يزدك إلى التحالف والتتساقس، «إیدی» أي نسق. وبعد ذلك ظهرت كونفرالیة أیت یاف المان المنسوبیة إلى الأمان والاستقرار، وهي تضم من القبائل، أیت مر غاد التي تعنی بانعی السنن. وترسخت الهویة الثقافیة مع انتشار التصوف الطریقی حيث سکلت الزوايا ملجاً للأقلیات العرفیة والأغلبیة أيضاً، ونظمت الفضاء السوسيویوثقافی من جديد، فارتات ملوانة بمنطقة إمیلشیل أن تتشبّث بزاویة أخنصال وارتبطت أیت إدراسن عامه وبني مطیر خاصة بالزاویة الوکیلیة بحوض زیز، ودعت مساط الزاویة الدلائیة وظللت أیت عیاش وفیة للزاویة العیاشیة، وأیت حیددو متعلقة بزاویة تیلمی نایت سیدی ولقبیلة أیت مر غاد علاقة وطيدة بزاویة سیدی بویعقوب ولا تزال قبیلة أیت عیسی تتردد على مدغرة. وللزاویة الدرقاویة وقعها في الجنوبي الشرقي جمیعه.

عرفت الهویة الثقافیة بمنطقة الأطلس الكبير الشرقي بعض التحولات ابتداءً من عهد الحمایة الفرنسيّة فمن جهة تم تأسيس معهد الدراسات العليا بالرباط الذي انصب على تاريخ المغرب قبل الإسلام ولمس الخصوصیات الثقافیة والاجتماعیة للقبائل.

وتم جمع أعراف القبائل المتواجدة بواحد کیر في بحر سنة 1916 مضمنة في كتاب يعریف بآرشیفات البربر Les archives berbères . ومع صدور ظهیر 16 مايو 1930 المنظم للمحاكم العرفیة تبين أن مناطق قلیلة من الجهة هي التي ظلت تتقاضی في المحاكم الشریعیة في ما يخص الأحوال الشخصية. و لقد تمكن فرنسا من التأکد من الاختلاف الثقافی لما واجهتها مقاومة عنيفة أساسها التنشیث ببعض القيم الثقافیة. وإدراکاً لأهمیة الاختلاف الثقافی تم إنشاء الثانویة البربریة بائزرو. ولا يفوتنا أن نسجل أنه لما احتفلت فرنسا في سنة 1930 بذكری مرور قرن على استعمار الجزائر ونصف قرن على استعمار تونس، طرح سؤال عریض في تاريخ المغرب وشمال افریقيا : ما أصل سکان المغرب الأولین؟ ولا يعنينا الخوض في ما قدم من أجوبة حول السؤال بقدر ما يعنينا أن السؤال لا يخرج عن نطاق إشكالیة الهویة الثقافیة بالغرب عامه وجهاً الجنوب الشرقي خاصه.

وفي بحر سنة 1957 قاد تأفيلات القائد عدي وبيهـي حركة تمرد قبلي أساسها الاختلاف الثقافي بين أدبيات حزب الاستقلال، أو بالأحرى الحركة الوطنية والقيم القبلية التي تدخل في صلب الهوية الثقافية. ولا ندعي أن الحركة التي قادها القائد عدي وبيهـي ساهمت في إنشاء الهوية الثقافية، أو تحصينها، في جزء كبير من المنطقة، أو نزعم أن الدراسات التي أنجزها الدارسون الفرنسيون وغيرهم من الأجانب هي صورة حقة للهوية الثقافية، بقدر ما نريد أن نؤكد أن الهوية الثقافية طرحت كأرضية للنقاش من المقاومة المسلحة بالأطلس المتوسط إلى مقاومة الأطلس الكبير الشرقي ومقاومة الأطلس الصغير. ولا شك أن إحداث المحاكم العرفية يفيد أن هناك مشكل الهوية الثقافية بالفعل.

ظل مشكل الهوية الثقافية راكدا إلى حدود سنة 2001 حيث ألقى جلالة الملك خطاب أجدير (2001/10/17) الذي يعتبر تصورا جديدا بخصوص الهوية المغربية عامة، حيث أكد الملك محمد السادس أن الأمازيغية مكون أساسي من مكونات الثقافة المغربية وأن النهوض بالأمازيغية يعد مسؤولية وطنية.

و قبل ذلك شكل تحرك الناشطين الأمازيغيين بكلميمية في فاتح مايو 1994 الذين تم اعتقالهم بدأية جديدة للاعتناء بالهوية الثقافية، وبعد ذلك التحرك تم إدراج حرص الأمازيغية في الإعلام البصري وبدأ نشر الأخبار بثلاث لهجات تربيفت، تمازيفت، تسلحيت.

ولد المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية ليعمل على دمج الأمازيغية في الحياة العامة ومرت الهوية الثقافية بالجهة بمنطق إيجابي لكن للأسف لم يعط المعهد هذه الجهة ما تستحق من أهمية إذا استثنينا دعمه لتدريس اللغة الأمازيغية في المدارس الابتدائية الذي صاحبه أيضا إحداث مكاتب تهمت بتدريس اللغة المذكورة في المصالح النيابية التابعة لوزارة التربية الوطنية.

لا ننكر أن هناك مجهودات مبذولة من أجل حماية الهوية الثقافية بالأطلس الكبير الشرقي ونخص بالذكر المبادرة التي قام بها اتحاد كتاب المغرب، فرع الرشيدية، بإصداره الأجزاء الثلاثة من موسوعة التراث الشفاهي والتي تتضمن أشعارا صوفية لزاويتين الوكيلية والحمزاوية، إلى جانب الصنوات الظرفية وبعض أشعار (يوغاني)، لكن ذلك لا يتناسب والمطلوب. وحسبنا أن تحصين الهوية الثقافية سينطلق من تحصين التراث الثقافي المهدد بالزوال. وتعد الزوايا خزانة لكثير من العادات القديمة والثقافات يخص الكثير منها الأقليات العرقية والقبائل التي استوطنت الأطلس الكبير الشرقي من قبل، وهاجرت نحو الشمال لسبب ما.

لحسن أيت الفقيه

المجلس الوطني لحقوق الإنسان يشارك في فعاليات الدورة 32 للجنة العربية الدائمة لحقوق الإنسان

يشارك المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ممثلا في شخص أمينه العام، السيد محمد الصبار، في الدورة 32 للجنة العربية الدائمة لحقوق الإنسان التابعة لجامعة الدول العربية، وذلك ما بين 29 يناير و 2 فبراير 2012 بالعاصمة المصرية القاهرة.

ويتضمن جدول أعمال الدورة عدة محاور من بينها "تفعيل دور اللجنة العربية الدائمة لحقوق الإنسان"، "الميثاق العربي لحقوق الإنسان"، "الخطة العربية للتربية على حقوق الإنسان (2009-2014)"، التصدي للانتهاكات الإسرائيلية لحقوق الإنسان في الأراضي العربية المحتلة وأوضاع الأسرى والمعتقلين العرب في السجون الإسرائيلية، بالإضافة إلى النظر في طلبات منظمات المجتمع المدني للحصول على صفة مراقب لدى اللجنة الدائمة لحقوق الإنسان ومناقشة تقرير الأمانة العامة المرتبط بالإجراءات المتخذة لتنفيذ توصيات الدورة السابقة للجنة العربية الدائمة لحقوق الإنسان..

يدرك أنه تم إنشاء اللجنة العربية الدائمة لحقوق الإنسان بموجب قرار صادر عن مجلس جامعة الدول العربية في 3 سبتمبر 1968، بناء على توصية من لجنة الشؤون السياسية الجامعية..

Revue de Presse du Conseil National des

أضف المقال إلى :

فبراير 2012 الساعة 16 : 18 أضيف في 03

المجلس الوطني لحقوق الإنسان

يستكمل تنصيب آلياته الجهوية بطنجة

طنجيس بريس: زكرياء المودن

ترأس رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ادريس اليامي، زوال أمس الخميس حفل تنصيب أعضاء اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بطنجة التي تشمل أقاليم طنجة - أصيلة، تطوان، الفحص-أنجرة، المضيق-الفندق، شفشاون، العرائش وزان. ويأتي تنصيب هذه اللجنة استكمالاً لوضع الآليات الجهوية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان والنهوض بها على مستوى الجهات.

ووضمت اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان لجهة طنجة إضافة إلى رئيسها الأستاذة سلمى الطود، الأستاذ عمر بن شعيب عن هيئة الصحفيين المهنيين، الأستاذ جمال الدين كرمون عن هيئة المحامين، الأستاذ أنس العمراني المریني عن هيئة القضاة، الأستاذ محمد كنون الحسني عن هيئة العلماء، وعبد الرحيم الهاني عن مؤسسة الوسيط.

ويعلن أعضاء اللجان الجهوية من لدن المجلس الوطني لحقوق الإنسان باقتراح من رئيسه، بناء على الترشيحات التي يرفعها رئيس اللجنة الجهوية إليه، هذا وتضم كل لجنة جهوية، بالإضافة إلى رئيسها والمندوب الجهو لمؤسسة الوسيط، أعضاء يقترحون من لدن الهيئات التمثيلية الجهوية للقضاة والمحامين والأطباء والعلماء والصحفيين المهنيين والجمعيات والمراسد الجهوية لحقوق الإنسان والشخصيات الفاعلة في مجال حماية حقوق الإنسان والنهوض بها، سواء منها الحقوق السياسية أو المدنية أو الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية، أو حقوق المرأة والطفل والأشخاص ذوي الإعاقة وحقوق المستهلك.

وبعد الإعلان عن تركيبة اللجنة وتنصيب أعضائها، تم تقديم عرض عام عن مهام و اختصاصات اللجان الجهوية لحقوق الإنسان كما جاءت بها مقتضيات الظهير المحدث للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، حيث تضطلع هذه اللجان حسب المادة 28 منه بمهام تتبع ومراقبة وضعية حقوق الإنسان بالجهة وتلقي الشكايات المتعلقة بادعاءات انتهاك حقوق الإنسان بها. كما أن هذه اللجان تعمل، حسب الظهير نفسه، على تنفيذ برامج المجلس الوطني لحقوق الإنسان ومشاريعه المتعلقة بمجال النهوض بحقوق الإنسان بتعاون مع كافة الفاعلين المعنيين على صعيد الجهة.

يدرك أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، استكمل خلال شهر يناير الماضي، تنصيب 12 من لجانه الجهوية من أصل 13 والتي يغول أن يجعل منها آليات محلية لتتبع ومراقبة وضعية حقوق الإنسان بالجهات وتلقي الشكايات المتعلقة بادعاءات انتهاك حقوق الإنسان بها.

لجنة المجلس الوطني لحقوق الإنسان لجهة ورزازات الرشيدية

صيف في 04 فبراير 2012 الساعة 04 : 00

ورزازات أونلاين

خلف تنصيب اللجنة الجهوية لحقوق الانسان التي ستعمل على تنفيذ برامج المجلس الوطني لحقوق الإنسان ومشاريده على صعيد جهة الراشدية ورزازات، الذي ترأسه السيد ادريس اليزمي يوم الاثنين 23 يناير 2012، استثناء كبيرا في صفوف المناضلين والمناضلات الحقوقين بالمدينة حول الطريقة التي تم بها تعين أعضاء اللجنة.

فقد علم موقع ورزازات اونلاين أن عددا من الفعاليات النسائية والحقوقية وجمعيات المجتمع المدني شرعت في إعداد عارضة احتجاج للمطالبة بإعادة تعيين اللجنة وفق معايير موضوعية، كما استنكرت ما أسمته بالإقصاء المتاحمل والمنهج للعنصر النسوی من تشكيلة اللجنة.

تجدر الاشارة أن اللجان الجهوية التابعة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، تلعب دورا هاما في حماية حقوق الإنسان والحرريات والنهوض بها على المستوى الجهوبي، فهي بمثابة آليات لتكريس سياسة القرب من المواطنين وتعزيز البعد الجهوبي في مجال حقوق الإنسان والارتقاء بالعمل الميداني للمجلس على مستوى الجهات.

Revue de Presse du Conseil /

• على ضوء تصريحات السيد الخلفي والسيد حداد

أعضاء نقابة الصحفيين المغاربة بجهة دكالة عبدة يطالبون بحقهم في اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان

حرر يوم الخميس 02 فبراير 2012 على الساعة 18:45

أسيف / أخبار الصحافة

وجهت نقابة الصحفيين المغاربة بجهة دكالة عبدة مراسلة للسيد ادريس اليازمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، تتعلق باقصاء اعضاء فرعها الجهوي بـدكالة عبدة من حقهم في المشاركة في عملية تعيين الصحفيين الممثلين باللجنة الجهوية لحقوق الإنسان، التي تتالف حسب مقتضيات المادة 17 من النظام الداخلي للمجلس، من رئيس ومندوب جهوي لمؤسسة الوسيط وأعضاء يمثلون الهيئات التمثيلية الجهوية للقضاء والمحامين والأطباء والعلماء والصحافيين المهنيين.

وأبلغت النقابة المجلس الوطني لحقوق الإنسان اعتراضها على المنهجية الاقصائية لجهة دكالة عبدة لاقتراح الأسماء الممثلة للصحافيين على مستوى اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان، وطالبت رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، التدخل العاجل لتصحيح هذا الوضع وإرجاع الأمور إلى نصابها ، تحقيقاً للشفافية وتكافؤ الفرص وضمان حق الصحفي بجهة دكالة عبدة في العضوية باللجنة المذكورة.

زيارة وفد عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان للمندوبيبة العامة
بمقرها المركزي

2012-01-31

بتاريخ 31 يناير 2012، استقبل المندوب العام لإدارة السجون وإعادة الإدماج بمقر الإداره المركزية، وفدا عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان في إطار التواصل القائم بين المجلس والمندوبيبة العامة. وقام المندوب العام خلال هذا اللقاء بيسط الخطوط العريضة للبرنامج الإصلاحي للمندوبيبة العامة، والمتمثلة أساسا في إعمال الأمان والانتباه بين صفوف السجناء والموظفين على حد سواء، وانسنة ظروف اعتقال السجناء وصون كرامتهم، وتحقيق الفضاء السجنوي وتحديث طرق العمل به، كما ابرز في سياق حديثه جهود المندوبية العامة في الحد من مشكل الاتكاظاظ من خلال تحسين البنية التحتية للسجون وتوسيع طاقتها الاستيعابية، وكذا تحسين مستوى الخدمات الاجتماعية المقدمة للسجناء بما في ذلك الرعاية الصحية والتغذية وبرامج التكوين والتعليم.

وفي معرض تدخلاتهم، تطرق ممثلوا المجلس الوطني لحقوق الإنسان إلى بعض الإكراهات التي تعيق البرنامج الإصلاحي للمندوبيبة العامة خاصة على مستوى الاتكاظاظ، والبنية التحتية للسجون وكذا تأهيل وتأطير الموارد البشرية في المجال الحقوقي، والتي عزم المجلس الإسهام بحلول عملية في تجاوز هذه الإكراهات، في إطار من الشراكة والتعاون البناء مع المندوبية العامة، وأعتبر أعضاء المجلس، المندوبية العامة شريكا أساسيا للمجلس، وأن الإرادة قائمة للمضي معا في إرساء مقومات إصلاح شمولي يتلاءم وأوراش الإصلاح المشهودة ببلادنا على أكثر من صعيد.

وعبر الوفد في ختام كلمته عن شكره على الاستجابة الفورية للمندوب العام لطلب اللقاء معه، وعن تثمينهم للتوضيحات والمعطيات التي قام بعرضها لإحاطتهم بأهم المستجدات المتصلة بتدبير قطاع السجون.

وللإشارة، فقد تمت برمجة خلال نفس اليوم زيارة ميدانية لسجن تولال 2 من طرف ممثلي المجلس الوطني لحقوق الإنسان ، لتفقد ظروف اعتقال السجناء بهذه المؤسسة.

وقفة بالرباط تنديدا بمذبحة حمص ودعا للثورة السورية

الرباط - محمد بن الطيب وحسنية اكريين
السبت 04 فبراير 2012 - 21:30

نظمت المبادرة المغربية للدعم والنصرة وحركة التوحيد والإصلاح اليوم السبت 04 فبراير 2012، أمام المجلس الوطني لحقوق الإنسان ساحة مسجد الشهداء، وقفة احتجاجية تنديدا بمذبحة حمص ودعا للثورة السورية.

وعرفت الوقفة التي ردد فيها المشاركون شعارات تطالب الرئيس السوري بالتحسي، والتنديد بمجازره، حضور بعض الشباب الممثل للجالية السورية والذي أثنى فيها أحدهم في كلمته بالوقفة الاحتجاجية على موقف الحكومة المغربية من قضية سورية وطالبيها بدعم موقفها الايجابي بطرد السفير السوري.

وتأتي الوقفة استنادا إلى بيان الدعوة لها في الوقت الذي يتداول فيه مجلس الأمن الأزمة السورية وتزامنا مع ذكرى المذبحة الأليمية التي اقترفها نظامبعث في مدينة حماة سنة 1982، والتي راح ضحيتها أزيد من 40 ألف شهيد، حيث أبى العصابات الحاكمة في سوريا وفقا لذات البيان إلا أن تمعن في الجراح وتحدى العالم مستغلة الموقف الروسي المخزي والسكوت غير المبرر وغير المقبول لبعض التيارات لترتكب مذبحة جديدة في حمص راح ضحيتها أزيد من 260 شهيدا ومئات الجرحى، من أبناء الشعب السوري الشقيق.

وفي ختام الوقفة تمت تلاوة البيان الختامي الذي أكدت في الحركة نوك تضامنها المطلق مع الشعب السوري الشقيق في هذه المحنة، ووقفها إلى جانبه في المطالبة بالحرية والكرامة والعدالة، وفي بناء نظام ديموقراطي تعددي، داعية جميع مكوناته إلى مزيد من الصبر والثبات، وإلى الاتحاد بين جميع مكوناته والتخل في صف واحد ضد الظلم والاستبداد والمذلة.

وطالب البيان المنظمات الدولية والإقليمية سواء الأمم المتحدة أو منظمة التعاون الإسلامي أو الجامعة العربية بأن تتحمل كامل مسؤولياتها تجاه ما يحصل من إزهاق متواصل للأرواح البريئة وإراقة مستمرة لدماء الأبرياء، ومجازر وجرائم وحشية ترتكبها عصابات النظام وجيشه أمام أنظار العالم، والمبادرة إلى التحرك الفوري لوقف هذه الإبادة التي ترتكب في حق شعب مسام.

بيان الذي تلاه مولاي عمر بن حماد نائب رئيس حركة التوحيد والإصلاح، دعا الشعب المغربي إلى المبادرة بتقديم كل أشكال الدعم المادية والمعنوية للشعب السوري الشقيق، وندعو المواطنين والهيئات والفعاليات إلى تنظيم وقفات في مختلف المدن المغربية، تنديدا بجرائم النظام السوري وجيشه وشبيحه، مطالبا الحكومة المغربية بمزيد من الفعالية والمبادرة إلى تحرك دولي لإيجاد حل للأزمة السورية، وخاصة من خلال عضوية المغرب في مجلس الأمن.

وختاما يؤكد البيان "إننا نتوجه إلى الله العلي القدير بالدعاء الخالص بأن يثبت الشعب السوري الشقيق في هذه المحنة، وأن يتقبل الشهداء، ويرزق ذويهم الصبر والسلوان، وأن يعدل بشفاء الجرحى والمعطوبين، وأن يجعل لهم من ضيقهم مخرجا ومن همهم فرجا، إنه على كل شيء قادر وبالإجابة جدير".